

11 novembre 2019

COUP D'ETAT FASCISTE EN BOLIVIE TOUT COMME ALLENDE EN 1973, LES VIES D'EVO MORALES ET D'ALVARO LINERA SONT MENACEES!

Evo Morales, le président réélu, vient d'être contraint par l'armée et la police à démissionner. Proclamé président du pays par le Tribunal supérieur électoral (TSE) conformément à la loi électorale du pays après un décompte établissant une avance de 10 points, les nervis fascistes ont, avant même la proclamation des résultats, lancé leurs opérations de déstabilisation selon un scénario que l'on a vu au Nicaragua, au Venezuela, voire au Brésil. L'attente des résultats définitifs liée au dépouillement plus long dans les régions rurales, reculées et pauvres, mais notoirement favorables à Morales, a été elle-même le prétexte déjà raciste et fasciste pour contester les résultats depuis les beaux quartiers bourgeois des grandes villes.

Le président élu Evo Morales a alors dénoncé un coup d'état en cours tout en conviant l'OEA (Organisation des Etats d'Amérique) à faire un audit conjoint avec le Tribunal supérieur électoral bolivien. Le rapport de l'OEA devait être présenté officiellement le mercredi 13 novembre.

Encouragés par « l'UE, les États-Unis et des pays latino-américains [qui] ont haussé le ton contre le président bolivien réélu, réclamant un second tour ou menaçant de ne pas le reconnaître » (Par L'Express.fr avec AFP, publié le 25/10/2019), les milices et nervis fascistes ont continué des attaques planifiées contre les Mairies, les locaux et services publics, la population, les responsables politiques et leurs familles (maisons du Ministre des hydrocarbure de la sœur du Président Evo Morales brûlées)... Le pays a été ainsi livré durant ces trois semaines à la violence terroriste raciste visant les Amérindiens, notamment les femmes. En découpant le drapeau multicolore des nationalités de leurs brassards devant les caméras, le racisme de certains policiers et militaires explose aujourd'hui au grand jour.

C'est à ce moment qu'entre en scène le général Williams Kaliman chef des forces armées pour exiger au président élu, Evo Morales, de « renoncer à son mandat présidentiel afin de permettre la pacification et le maintien de la stabilité, pour le bien de notre Bolivie » (AFP) aussitôt suivi du commandant général de la police, le général Vladimir Yuri Calderon pour se fendre d'un : « Nous nous joignons à l'appel du peuple bolivien de suggérer à monsieur le président Evo Morales de présenter sa démission pour pacifier le peuple de Bolivie » (AFP).

Devant cette trahison de l'armée et de la police, Evo Morales a déclaré : « J'ai décidé de démissionner de mon poste pour que Carlos Mesa et Luis Camacho cessent de maltraiter et de nuire à des milliers de frères ... J'ai l'obligation de rechercher la paix et cela fait beaucoup de mal au peuple bolivien. C'est pour cette raison que j'envoie ma lettre de démission à l'Assemblée plurinationale de Bolivie » et d'ajouter « Nous démissionnons pour que nos humbles frères cessent d'être frappés ... des familles pauvres, humiliées, nous ne voulons pas de

confrontations. Nous avons décidé d'abandonner notre victoire pour qu'il y ait des élections, pour la Bolivie, pour le pays. » Et pour stopper court à la rumeur qu'il allait fuir le pays, il a conclu : « je n'ai pas à m'échapper, je n'ai rien volé, si quelqu'un pense que nous avons volé qu'il présente ses preuves. »

La guerre intérieure et extérieure contre les expériences progressistes des bourgeoisies fascistes et des impérialistes US flanqués de l'UE vient de franchir une nouvelle étape au moment même où la pression populaire et internationale vient d'obtenir la libération de Lula l'ex-président du Brésil, au moment où les peuples chilien, équatorien, colombien poursuivent leur héroïque révolte contre des pouvoirs pro-impérialistes...

Ce putsh contre la démocratie en Bolivie montre que la bourgeoisie et l'impérialisme ne se résigneront jamais à perdre la poule aux oeufs d'or du profit maximum tiré de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs et des peuples.

Ce qui est insupportable aux yeux des impérialistes US et UE, c'est l'exemplarité antilibérale de la Bolivie multinationale et bolivarienne de Morales: Les secteurs publics nationalisés y étaient en consolidation, la croissance en hausse, la pauvreté en recul et comble de tout, l'âge de la retraite venait de tomber de 60 à 58 ans!

Après l'échec des tentatives de putsh au Nicaragua et au Venezuela, après la libération de Lula au Brésil, qui va renforcer la résistance en cours au fasciste pro-US Bolsonaro, le renversement liberticide d'Evo Morales va butter sur les acquis sociaux et démocratiques apportés au peuple par la République multinationale Bolivienne. Il est urgent de se mobiliser pour éviter le sort de Allende à Evo Morales et son vice-président alvaro Linera et l'interdiction de leur mouvement politique le MAS.

Le combat continue pour que l'Amérique du Sud cesse d'être cette arrière cour du pillage impérialiste s'appuyant sur les bourgeoisies fascistes locales et que vive la libération des peuples.

